

Pétion-Ville, le 05 août 2026

COMMUNIQUE DE PRESSE No. 60

Insécurité et élections : l'OCID appelle à un sursaut national pour éviter l'effondrement de la transition

L'*Observatoire Citoyen pour l'Institutionnalisation de la Démocratie (OCID)* exprime sa profonde inquiétude devant l'aggravation de la crise sécuritaire qui continue de plonger Haïti dans une spirale de violence aux conséquences dramatiques. L'enlèvement, depuis le 11 juin dernier, du professeur James BOYARD et deux membres de sa famille, ainsi que la multiplication des cas de kidnapping rapportés quotidiennement, rappellent l'ampleur de l'insécurité qui affecte l'ensemble du pays. La décision récente de la France de suspendre le financement de la reconstruction de l'Hôpital de l'Université d'État d'Haïti, pourtant réalisé à près de 90 %, illustre également les effets directs de cette crise sur les perspectives mêmes de développement du pays.

Dans ce contexte alarmant, l'OCID salue toutefois les avancées enregistrées ces dernières semaines dans le processus électoral, notamment la publication du nouveau décret électoral le 27 juillet, l'adoption d'un calendrier fixant le premier tour des élections au 13 décembre 2026, la finalisation du budget électoral et le lancement des inscriptions des électeurs et des groupements de partis politiques. Ces progrès constituent une opportunité qu'il importe de préserver, à condition qu'ils soient accompagnés d'une amélioration rapide et tangible de la sécurité.

Cette prise de position s'appuie essentiellement sur les résultats de son deuxième Rapport de la Veille Institutionnelle et Politique en Haïti (VIP-Haïti), couvrant la période d'avril à juin 2026. Réalisée de manière indépendante, cette étude repose sur vingt-huit groupes de discussion organisés dans les dix départements du pays réunissant 214 acteurs politiques et représentants de la société civile, des observations dans 22 communes, des visites de 87 structures du système électoral, des entretiens institutionnels et un suivi continu de l'actualité nationale. Les résultats de cette veille seront présentés lors d'un Webinaire public ce mercredi 05 août 2026, à partir de 2 heures PM.

Globalement, les résultats confirment que la transition évolue dans un environnement particulièrement fragile. Dans 93 % des groupes consultés, l'insécurité est identifiée comme le principal facteur qui domine la vie politique nationale, tandis que 89 % estiment que le climat politique s'est encore détérioré au cours des derniers mois, sous l'effet de l'expansion des groupes armés, de l'affaiblissement de l'autorité de l'État, de la mauvaise gouvernance et de l'absence de résultats suffisamment visibles.

L'étude révèle également une évolution significative des préoccupations citoyennes. L'organisation des élections devient désormais la première préoccupation politique nationale (79 %), devant même la sécurité publique (71 %). Ce résultat traduit moins un recul de l'inquiétude face à l'insécurité qu'une impatience grandissante de voir la transition déboucher enfin sur des institutions légitimes issues des urnes.

Malgré les avancées soulignées dans le processus électoral, les préparatifs électoraux continuent d'inspirer de sérieuses réserves dans la perception des acteurs consultés. Près des deux tiers des groupes consultés (64 %) considèrent que peu ou pas de progrès significatifs ont été accomplis dans l'organisation des élections. Les observations de terrain montrent certes une amélioration notable du fonctionnement de l'Office National d'Identification (ONI), dont 94,9 % des bureaux visités étaient



ouverts (contre 82% en mars). En revanche, les structures territoriales du Conseil Électoral Provisoire demeurent insuffisamment opérationnelles : seuls 57,9 % (contre 54% en mars) des Bureaux Électoraux Communaux (BEC) étaient ouverts et la plupart accueillait peu ou pas d'usagers.

Le diagnostic est sans équivoque: 96 % des groupes de discussion considèrent que l'insécurité causée par les gangs armés est désignée comme le principal frein à la tenue des élections. Viennent ensuite le manque de volonté politique ou les insuffisances de l'action publique (54 %), la méfiance envers les institutions (39 %) et les déplacements forcés de populations (36 %). Les participants expriment également un consensus remarquable sur les conditions indispensables à la réussite du processus électoral. Le rétablissement de la sécurité est cité par 89 % des groupes, loin devant les autres priorités que sont la restauration de la confiance entre les acteurs, l'amélioration du registre électoral, la disponibilité des cartes d'identification nationale, le retour des personnes déplacées et le renforcement de l'éducation civique.

Face à ce sombre tableau, l'OCID appelle les autorités de transition à faire du rétablissement de la sécurité et de la reconquête du contrôle territorial la priorité absolue. La volonté politique pour mater les groupes armés doit plus que jamais se manifester sans ambiguïté. Les décideurs publics sont exhortés également à garantir le respect du calendrier électoral, à renforcer la transparence des décisions publiques et à accélérer la mise en fonctionnement effectif des structures électorales sur l'ensemble du territoire. Le temps presse. Chaque retard supplémentaire accroît le risque de voir s'éloigner encore davantage l'horizon d'une transition réussie.

De même, l'OCID invite les partis politiques à privilégier le dialogue, à restaurer la confiance entre les acteurs et à préparer des élections compétitives, inclusives et apaisées. Il encourage les organisations de la société civile à poursuivre leurs actions de veille citoyenne, d'éducation civique et de promotion du dialogue démocratique. Enfin, l'OCID appelle la communauté internationale à renforcer son appui aux efforts de sécurisation du territoire, au fonctionnement des institutions électorales et à l'assistance humanitaire en faveur des populations les plus durement affectées par la crise.

La mise en œuvre du Projet de Veille Institutionnelle et Politique en Haïti (Projet VIP Haïti) par l'OCID a été rendue possible grâce au support financier de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), en partenariat avec le Ministère français de l'Europe et des affaires étrangères. L'*Observatoire Citoyen pour l'Institutionnalisation de la Démocratie* (OCID), consortium de la société civile formé de l'*Initiative de la Société Civile*, du *Centre Œcuménique de Droits Humains* et de *JURIMEDIA*, renouvelle son engagement à continuer d'œuvrer sans relâche pour la consolidation de la démocratie et la sauvegarde de l'intérêt général en Haïti.

« Une démocratie pérenne par la vigilance citoyenne »

Pour le Comité de Pilotage de l'OCID :

Abdonel DOUDOU, Directeur exécutif de JURIMÉDIA

Rosny DESROCHES, Directeur exécutif de l'Initiative de la Société Civile (ISC)

Pour authentification: Rosny DESROCHES (34466167) et Abdonel DOUDOU (38790493).